

***¡Yo soy Boricua!* Travail identitaire et stratégies d'élévation collective chez les Portoricains de New York**

Audrey Célestine

Les Portoricains de New York forment un groupe minoritaire en lutte contre les discriminations. Audrey Célestine montre comment ce groupe se réapproprie l'entre-soi imposé par les institutions sur le modèle de l'entraide communautaire afro-américaine et hispanique.

Citoyens américains d'un territoire colonisé depuis la fin du XIX^e siècle¹, les Portoricains installés à New York subissent la pauvreté et le racisme. Comme l'ensemble des populations ayant migré vers les États-Unis, les Portoricains ont été confrontés à une société et un système politique marqués par la centralité de la race comme principe de hiérarchisation et d'intégration sociales (Treitler 2013). Le statut de citoyen dont ils bénéficient, leur identification comme population non blanche et la dimension coloniale de la relation entre les États-Unis et Porto Rico en font en outre un groupe paradoxal dans l'espace politique et social américain (Smith 1997). Avant la Seconde Guerre mondiale, les Portoricains sont souvent associés à un groupe ethnique qui, s'il n'est pas « vraiment blanc », est en tout cas clairement distingué des Noirs américains (Lee 2014). À partir des années 1950, la migration portoricaine vers New York s'accélère pour atteindre à la fin des années 1960 près de 11 % de la population de la ville (Lee 2014), y devenant ainsi la deuxième minorité locale après les Afro-américains. La présence des Portoricains étant bien plus visible, les politiques publiques de logement qui les regroupent dans certains quartiers et les campagnes médiatiques racistes auxquels ils font face, dans un contexte marqué par de fortes mobilisations des Afro-américains, transforment également la manière dont le groupe s'organise politiquement. Ils adoptent une stratégie qui peut sembler paradoxale : celle de revendiquer une identité ethno-raciale pour lutter contre les traitements inégaux subis en raison même de cette identification. Une plongée dans les discours et les pratiques de militant·e·s aux prises avec cette tension permet de mettre en lumière les processus qui amènent des groupes dominés à se mobiliser en se réappropriant des formes de ségrégation et de labellisation ethno-raciale à des fins de revendication d'égalité. Cet article revient ainsi sur la trajectoire collective des Portoricains de New York à partir des années 1950 afin de saisir la manière dont cette tension s'actualise et se résout dans les pratiques et stratégies politiques d'un groupe minoritaire². Sans que la notion de non-mixité ne soit défendue ou revendiquée, le travail identitaire mené pour définir les contours du groupe mobilisé et la manière d'envisager l'entre-soi sont au cœur des stratégies d'émancipation qu'ils mettent en place. Bien que produit par une politique de migration organisée et l'encadrement des migrants portoricains, cet entre-soi a été détourné par la fraction diplômée des enfants de migrants à des fins d'émancipation, au contact du Mouvement pour les droits civiques. Ce détournement s'est opéré grâce à un travail identitaire de

¹ Le territoire de Porto Rico est occupé par les États-Unis depuis 1898. Les Portoricains sont citoyens américains depuis 1917. « *¡Yo soy Boricua!* » signifie « Je suis Portoricain » (le terme *Boricua* désigne une personne d'origine portoricaine). Le slogan « *Yo soy Boricua* », régulièrement scandé lors de manifestations, est tiré d'une chanson du milieu des années 1990.

² Les données présentées sont issues d'un travail de recherche doctoral en science politique mené entre 2004 et 2009 auprès d'organisations portoricaines à New York, à partir d'un travail d'archives, d'entretiens et d'observations auprès de quatre organisations portoricaines créées dans les années 1950 et 1960 (Célestine 2018).

construction des frontières et d'affirmation symbolique du groupe, contraint cependant par les modes d'identifications étatiques, comme « Hispanique ».

La « colonie » portoricaine de New York : encadrement institutionnel et injonctions assimilationnistes

Si la population portoricaine a commencé à s'installer dans la ville de New York dès la fin du XIX^e siècle, c'est après la Seconde Guerre mondiale qu'elle migre en nombre conséquent sur le continent. Cette migration massive est encouragée par des dispositifs publics de mobilité³ de la *Migration Division* du gouvernement de Porto Rico, qui organisent la migration de ces citoyens vers la métropole à des fins de développement de leurs territoires d'origine. Tout est fait pour inciter à l'émigration les classes populaires portoricaines, qui s'installent à New York notamment, dans un contexte de pénurie de logements. Elles se concentrent alors dans les quartiers pauvres de la ville et connaissent de multiples difficultés dans l'immédiat après-guerre.

Une fois sur place, cette population, dont peu d'Américains savent qu'il s'agit là de citoyens, est l'objet de campagnes médiatiques de dénigrement. On leur attribue tous les maux : ils amènent des maladies, perturbent par leur nombre le système scolaire, provoquent la crise du logement. Les critiques médiatiques sont teintées de racisme face à une population non blanche qui parvient à contourner les quotas d'immigration imposés depuis 1921 et 1924 aux pays pauvres. Face aux pressions subies par les Portoricains, la *Migration Division* va également servir d'interlocuteur privilégié et de représentant de la population portoricaine sur le territoire états-unien.

C'est en son sein que sont organisées des réunions de jeunes diplômés portoricains, repérés pour devenir des leaders communautaires et contribuer, par des actions d'entraide, à répondre aux besoins des plus pauvres d'entre eux. La direction de la *Migration Division* formule ainsi des injonctions clairement assimilationnistes et décourage alors l'usage de répertoires d'action contestataires. Sont encouragées l'entraide et la solidarité intra-communautaire plutôt que des revendications adressées au pouvoir (municipal ou fédéral). En réunissant ainsi les jeunes professionnels portoricains, il s'agit de faire émerger une élite qui entretient des relations privilégiées tant avec le gouvernement de l'île qu'avec la ville de New York.

Figures 1 et 2. Fresque murale historique du Barrio, Spanish Harlem



³ Fort comparable en cela aux dispositifs mis en œuvre par le Bumidom pour les Dominiens vers la France (Pattieu 2016 ; Milia-Marie-Luce 2007).



Cette fresque est à l'angle de 104th et Lexington Avenue, dans Spanish Harlem ; vandalisée puis restaurée en 2009, elle représente les habitants de cette partie de Manhattan historiquement portoricaine.
© Audrey Célestine, 2006.

La politisation d'une nouvelle génération portoricaine

Cet espace d'échanges va toutefois conduire à la création d'organisations dont les missions et pratiques se trouvent à mille lieux des injonctions des pouvoirs publics⁴. L'exemple de la militante Antonia Pantoja est particulièrement instructif à cet égard. Travailleuse sociale arrivée à New York dans les années 1940, celle-ci intervient auprès des populations portoricaines de East Harlem. Elle décide de parfaire sa formation en suivant des cours du soir à l'université publique de New York et se met à fréquenter les réunions organisées par la *Migration Division*. Elle rencontre alors d'autres jeunes Portoricains aux profils assez proches du sien. Travailleurs sociaux, enseignants, ils sont souvent les premiers de leur famille à accéder aux études supérieures et mesurent dans le cadre de leur travail la distance entre les pratiques professionnelles de leurs collègues – blancs pour la plupart – et les besoins des populations. Ces jeunes diplômés profitent de cet espace pour nouer des liens et des contacts, échanger dans le cadre de discussions politiques et finalement créer des associations qui auront pour mission de favoriser l'action politique des Portoricains sous la houlette de la *Migration Division*.

Ce phénomène de réappropriation et de politisation de l'encadrement institutionnel est particulièrement visible avec la création de la *Puerto Rican Association for Community Affairs* (PRACA) en 1956. Trois ans plus tôt, Antonia Pantoja et plusieurs autres jeunes Portoricains avaient créé, avec le soutien de la *Migration Division*, l'*Hispanic Young Adults Association* dont la mission est de mettre en avant des « modèles » portoricains, des parcours de mérite dans le cadre d'une politique de promotion d'une image positive du groupe. Rapidement frustrés par une telle approche, Pantoja et ses camarades décident de créer PRACA pour répondre aux « besoins spécifiques » des Portoricains en interpellant, si besoin, les services municipaux et les pouvoirs publics en général. C'est la prégnance du racisme et des discriminations, ainsi que l'accès à des

⁴ Le gouvernement de Porto Rico met en place des agences d'accompagnement et d'aide à l'adaptation culturelle des migrants portoricains aux États-Unis. Sont ainsi créés un *Bureau of Employment and Migration* à Porto Rico et un *Migration Office* (qui devient la *Migration Division*), dont l'un des bureaux ouvre à New York (Meléndez 2018). En « facilitant l'adaptation » des Portoricains, il s'agissait d'améliorer leur image dans un contexte de campagnes médiatiques et politiques racistes à leur encontre.

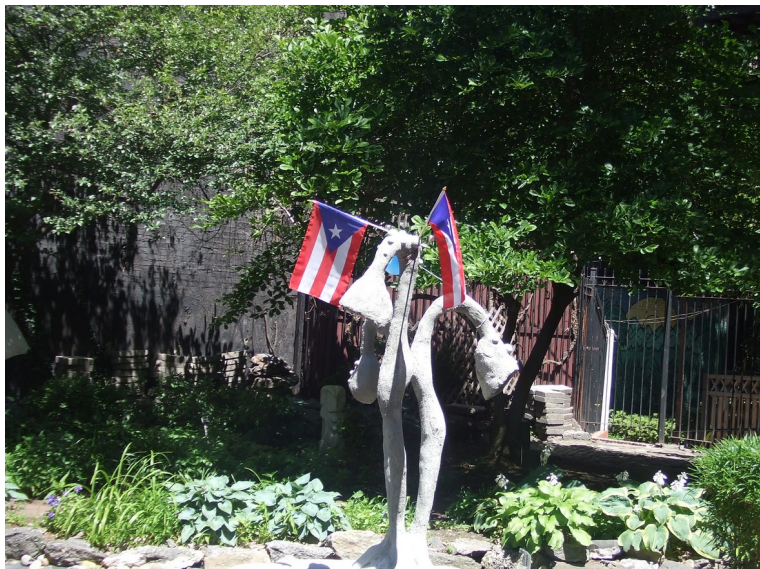
professions qualifiées, qui permettent à cette jeune génération nouvellement diplômée d'observer la ségrégation subie par la population portoricaine, qui l'a poussée à se regrouper au sein d'organisations militantes affirmant une identité portoricaine forte. Comme en témoigne cet enquêté :

Donc je rejoins PRACA, mais à l'époque ça s'appelait pas PRACA, c'est l'*Hispanic Young Adult Association* et avec le temps, on est passé par un processus d'auto-identification et on est arrivés à cette conclusion : nous ne sommes pas de « jeunes adultes hispaniques ». Nous sommes Portoricains ! (entretien avec Y. Sanchez, membre de PRACA à partir des années 1950).

La mise en place d'une organisation pour « servir la communauté » devient alors la priorité pour ces jeunes leaders, qui voient là la seule manière de mettre fin au « traitement colonial » infligé aux Portoricains de la ville : le placement des enfants non anglophones dans des classes pour élèves déficients mentaux, le logement insalubre, l'absence d'accès aux soins, avec pour conséquence des taux d'échec scolaire et une mortalité infantile plus importante dans des quartiers ségrégués, où vivait une population portoricaine importante, comme le South Bronx.

À partir du début des années 1960, on compte parmi les initiatives la création de clubs *Aspira* dans les écoles de la ville. Leur but est de repérer des lycéens portoricains, de les enrôler dans des clubs où ils apprennent l'histoire de leur île, de ses luttes, tout en bénéficiant de soutien scolaire, afin qu'à leur tour ils retournent dans leurs établissements scolaires y monter des clubs dont la mission est de recruter et de politiser d'autres jeunes Portoricains. Il s'agit ainsi de créer une élite portoricaine qui aura à cœur, une fois parvenue à des positions de pouvoir grâce aux études supérieures, d'aider la communauté (Simonet-Cusset 2002)⁵. Ce projet est porté par une compréhension de la situation des Portoricains comme étant à l'intersection de leur situation de population colonisée des États-Unis, hispanophone et non blanche (*racially mixed*).

Figure 3. Jardin communautaire portoricain dans Spanish Harlem (2007)



© Audrey Célestine.

⁵ Maud Simonet parle de « *give back to the community* ».

Ni Africains-américains⁶, ni Latinos⁷ : définir les frontières du groupe

Nous avons été influencés par la culture afro-américaine. Les Afro-américains nous ont appris à survivre dans la rue. Ça n'était pas nos parents qui passaient leurs journées au travail et qui ne savaient pas, tout simplement. Les années 1960 ont été cruciales : avec le Mouvement des droits civiques, ils ont inspiré tout un tas d'autres mouvements. C'est eux qui nous ont appris à survivre dans la rue (entretien avec une ancienne militante d'El Comité, été 2006).

La politisation de l'entre-soi communautaire s'inscrit également dans une conjoncture historique particulière : pour beaucoup, les militant·e·s portoricains ont fait leur éducation politique aux côtés de collectifs et d'activistes afro-américains. C'est le cas notamment dans des groupes présents sur les campus de l'université publique de la ville de New York. Ils habitent dans les mêmes quartiers, échangent des textes politiques et s'inspirent des luttes des Afro-américains. Dans les années 1950 et au début des années 1960, les organisations afro-américaines sont en effet les seules à offrir une possibilité d'agir sur le front des discriminations, et plusieurs jeunes Portoricains intègrent des organisations comme la NAACP (Lee Diaz 2007).

Progressivement, les leaders portoricains établissent des parallèles avec la situation des Afro-américains qui, comme eux, se trouvent dans la position de citoyens nationaux de seconde classe, justifiant les diverses tentatives de monter des coalitions avec ces derniers. Pour beaucoup, l'enjeu est alors de se battre aux côtés des Afro-américains tout en conservant des revendications spécifiques qui constitueront autant de points de divergence.

Si les conditions de vie et la situation matérielle sont proches de celles des Afro-américains, l'action politique commune ne va toutefois pas de soi et l'organisation entre Portoricains semble souvent la meilleure option à New York. Ainsi, l'enseignement en langue espagnole pour les primo-arrivants et le développement des programmes d'éducation bilingue apparaissent comme essentiels alors que les jeunes Portoricains ont les taux d'échec scolaire les plus élevés de la ville. Les leaders portoricains, prenant acte de l'importance de la valorisation d'une identité collective, d'un renversement du stigmate sur le modèle des mobilisations des Afro-américains, mettent l'accent sur l'enseignement de l'histoire portoricaine pour susciter une véritable fierté communautaire. Ils considèrent en effet que « savoir qui on est » est une étape essentielle pour « prendre le pouvoir ».

Enfin, les demandes de déségrégation scolaire, au cœur de l'agenda des Afro-américains, apparaissent moins prioritaires aux Portoricains pour qui le recrutement d'enseignants et d'administrateurs portoricains et l'amélioration des conditions d'étude sont plus importants. Les mobilisations des années 1960 vont ainsi être largement guidées par l'idée qu'il faut avoir la maîtrise des institutions et que la spécificité de la situation portoricaine soit prise en compte notamment par les institutions scolaires locales (« *board of education* », écoles, ville). Pour cela, des réunions en espagnol sont organisées pour mobiliser les parents d'élèves et leur apprendre à intervenir dans l'école.

La contrainte de l'identification étatique

Le travail identitaire de construction de frontières à des fins de revendication est cependant contraint. Il l'est en premier lieu par l'action de l'État et des pouvoirs publics. Alors que les leaders portoricains cherchent à renforcer la « communauté » et les enjeux politiques qui lui seraient spécifiques, la catégorie « Hispanique » émerge progressivement dans les discours politiques, avant de devenir en 1980 une catégorie du recensement (Schor 2009). Pour beaucoup, une telle

⁶ Depuis 2000, c'est le terme de *African-american* qui est utilisé dans le recensement américain et qui est généralement mobilisé dans la presse ou les rapports officiels. Le terme *Afro-american* correspond aux usages entre les années 1960 et le début des années 2000. Le terme « Noir » est utilisé comme synonyme de l'un et l'autre, et correspond aux usages quotidiens en contexte états-unien.

⁷ Hispanique est la catégorie officielle du recensement états-unien. Le terme « Latino » renvoie aux usages quotidiens par les populations désignées comme telles.

catégorisation a pour effet d'invisibiliser les différences de nationalité, de statut et de citoyenneté, notamment entre les Portoricains et d'autres populations du reste de l'Amérique hispanophone. Alors que les revendications à partir des années 1950 avaient notamment consisté à se poser comme une minorité appartenant à la population états-unienne, au même titre que les Afro-américains, la catégorie Hispanique semblait les renvoyer (et les associer) aux populations migrantes, pour beaucoup non citoyennes (Célestine 2018).

Nombreuses sont pourtant les organisations qui, tout en se plaçant dans la lignée des collectifs qui portaient les revendications des « problèmes spécifiques » du groupe portoricain, vont se soumettre aux injonctions de servir une population plus large d'« Hispaniques ». C'est en effet à cette condition que les organisations peuvent continuer à prétendre à des financements publics mais également à des fonds privés. Cependant, le travail identitaire mis en œuvre pour construire une communauté portoricaine, se doter d'une élite qui intégrerait les rouages de l'administration et de l'économie tout en tâchant de « *give back to the community* » – c'est-à-dire, faire preuve d'une « éthique de la responsabilité communautaire » (Simonet-Cusset 2002) en s'engageant pour le bien de ceux et celles à qui on doit la réussite – une fois le succès rencontré, continue d'être vu comme essentiel dans la trajectoire collective des Portoricains de New York.

Figures 4 et 5. Puerto Rican Day Parade, New York (2006)



© Audrey Célestine.

Conclusion : une forme originale de non-mixité

Le cas portoricain montre comment des minorités peuvent s'approprier un entre-soi imposé par des institutions aux visées assimilationnistes et par les logiques de discriminations et ségrégation produites notamment par les pouvoirs publics, sans pour autant revendiquer la non-mixité comme principe d'organisation. À l'intersection de l'histoire coloniale et de la racialisation des minorités aux États-Unis, ce groupe a pu détourner l'entre-soi imposé et le politiser, d'abord sur le modèle des mobilisations Afro-américaines, puis dans un environnement institutionnel marqué par l'imposition des « Hispaniques » comme catégorie d'identification.

Pour les leaders portoricains de New York, l'émancipation politique passait par un travail de définition autonome des problèmes et des enjeux de la communauté, par une politisation de la jeunesse afin de former une élite capable de travailler à son tour pour la communauté. Le travail identitaire pour y parvenir constitue en lui-même un processus historique de définition des intérêts particuliers du groupe, sans que cela n'interdise des coalitions avec d'autres minorités. Dans ce cas, et contrairement aux usages de la non-mixité dans le cadre d'autres mobilisations minoritaires, il ne s'agissait pas tant d'espaces temporaires permettant aux militant·e·s portoricains de ne pas se voir monopoliser la parole ou de constituer des espaces sécurisés face à des « allié·e·s » qui occuperaient trop de place. En effet, la ségrégation et le caractère très local de mobilisations moins visibles et emblématiques que celles des Afro-Américains avaient pour effet une participation très faible de personnes non portoricaines. Toutefois, l'idée que c'était aux principaux concernés et non à des institutions majoritairement blanches et/ou dominantes de définir leurs orientations et stratégies politiques, a joué un rôle clé dans le travail identitaire mené dans la définition des contours du groupe et des enjeux à défendre.

Bibliographie

- Célestine, A. 2018. *La Fabrique des identités. L'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York*, Paris : Karthala.
- Lee, S. S. 2014. *Building a Latino Civil Rights Movement. Puerto Ricans, African Americans, and the Pursuit of Racial Justice in New York City*, Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Lee, S. S. et Diaz, A. 2007. « "I Was the One Percenter": Manny Diaz and the Beginnings of a Black-Puerto Rican Coalition », *Journal of American Ethnic History*, vol. 26, n° 3, p. 52-80.
- Meléndez, E. 2018. *Sponsored Migration: The State and Puerto Rican Postwar Migration to the United States*, Columbus : Ohio State University Press.
- Milia-Marie-Luce, M. 2007. « La grande migration des Antillais en France ou les années BUMIDOM », in A. Calmont et C. Audebert (dir.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris : Karthala, p. 93-105.
- Pattieu, S. 2016. « Un traitement spécifique des migrations d'outre-mer : le BUMIDOM (1963-1982) et ses ambiguïtés », *Politix*, n° 116, p. 81-113. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-politix-2016-4-page-81.htm>.
- Schor, P. 2009. *Compter et classer. Histoire des recensements américains*, Paris : Éditions de l'EHESS.
- Simonet-Cusset, M. 2002. « "Give back to the community" : le monde du bénévolat américain et l'éthique de la responsabilité communautaire », *Revue française des affaires sociales*, n° 4, p. 167-188. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2002-4-page-167.htm>.
- Smith, R. 1997. *Civic Ideals. Conflicting Visions of Citizenship in US History*, New Haven : Yale University Press.

Treitler, V. 2013. *The Ethnic Project. Transforming Racial Fiction into Ethnic Factions*, Stanford : Stanford University Press.

Zolberg, A. 2009. *A Nation by Design. Immigration Policy in the Fashioning of America*, Cambridge : Harvard University Press.

Audrey Célestine est politiste, maîtresse de conférences en études américaines à l'université de Lille (CERAPS) et membre junior de l'Institut universitaire de France. Elle a publié *La Fabrique des identités. L'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New York* (Éditions Karthala, 2018).

Site internet : <https://pro.univ-lille.fr/audrey-celestine/>

Pour citer cet article :

Audrey Célestine, « *¡Yo soy Boricua!* Travail identitaire et stratégies d'élévation collective chez les Portoricains de New York », *Métropolitiques*, 24 février 2022. URL : <https://metropolitiques.eu/Yo-soy-Boricua-Travail-identitaire-et-strategies-d-elevation-collective-chez.html>.